

**Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées**
Références : VM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS BERNARD AGRICULTURE
à SAINT-ANDRE-DE-CORCY de respecter certaines prescriptions applicables
à son dépôt d'engrais à base de nitrate d'ammonium sur son site de la Gare**

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-7 et L.171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702, et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2000 modifié autorisant la SAS BERNARD AGRICULTURE à exploiter des installations de stockage de céréales et d'engrais sur son site de la gare à SAINT-ANDRE-DE-CORCY ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 5 octobre 2021, établi suite à l'inspection réalisée sur le site de la gare le 30 septembre 2021 ;
- VU le courrier de l'inspection de l'environnement du 6 octobre 2021, transmettant à la SAS BERNARD AGRICULTURE le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU le courrier du 19 octobre 2021 de la SAS BERNARD AGRICULTURE faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral précité ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 30 septembre 2021, il a été constaté que la SAS BERNARD AGRICULTURE stocke des engrais de catégorie 4702-III en vrac dans une cellule de 400 m³ (case 11) alors que l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mars 2000 modifié autorise le stockage d'engrais 4702-II ou 4702-III en vrac uniquement dans les cellules de 1 200 tonnes (cases 12 et 13) ;

CONSIDÉRANT que la SAS BERNARD AGRICULTURE a modifié ses installations de stockage d'engrais conditionnés en big bags sans informer la préfète de l'Ain de cette modification notable des éléments du dossier et de l'étude de danger du site ;

CONSIDÉRANT que les nouveaux îlots de stockage d'engrais conditionnés ne respectent pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 modifié susvisé, relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702, et en particulier les articles 7.1, 7.6 et 10.1 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

En application de l'article L.171-8-1 du Code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de son établissement situé rue de la gare à SAINT-ANDRE-DE-CORCY, de :

- réaliser le stockage d'engrais en vrac de catégorie 4702-II ou 4702-III exclusivement au sein des deux cases de 1 200 tonnes numérotées 12 et 13, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mars 2000, sous un délai maximal de **huit jours** à compter de la notification du présent arrêté,

- respecter la distance d'implantation de 20 mètres entre les limites de propriété et les installations de stockage d'engrais conditionnés en big bags sur les îlots n° 1 et 2, conformément aux dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, sous un délai maximal de **huit jours** à compter de la notification du présent arrêté.

- respecter les dispositions constructives pour les matériaux de la toiture et de la charpente du "tunnel" stockant les engrais conditionnés en big bags sur l'îlot n°1, conformément aux dispositions de l'article 7.6 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, sous un délai maximal de **huit jours** à compter de la notification du présent arrêté.

- respecter la distance d'éloignement minimale de 10 mètres entre :

- le stockage extérieur de céréales (matières combustibles) et l'îlot de stockage d'engrais n° 1,
- les poteaux en bois de la charpente de la case n° 12 (matériau combustible) et l'îlot de stockage d'engrais n° 3,

conformément aux dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, sous un délai maximal de **huit jours** à compter de la notification du présent arrêté.

- transmettre à la préfète de l'Ain un dossier de Porter à connaissance conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-46 du Code de l'environnement, et de l'article 39 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2000, portant sur toutes les modifications projetées relatives aux stockages d'engrais conditionnés, sous un délai maximal d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Délais

Les prescriptions sont d'application immédiate à compter de la notification du présent arrêté, à l'exception de celles pour lesquelles un délai est prévu au sein même des articles.

Les délais indiqués s'entendent à compter de la notification du présent acte.

À l'échéance du délai, l'exploitant justifie à la préfète et à l'inspection des installations classées du respect des prescriptions précitées.

Article 3 : Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées et conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement, si à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, la préfète de l'Ain pourra engagée une ou plusieurs sanctions administratives prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : Recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

Article 6 : Publicité

Le présent arrêté sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-ANDRE-DE-CORCY pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de la SAS BERNARD AGRICULTURE – 179 route de Trévoux – 01390 SAINT-ANDRE-DE-CORCY.

- et dont copie sera adressée :

- au maire de SAINT-ANDRE-DE-CORCY,

- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne - Rhône-Alpes.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 4 novembre 2021

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le directeur des collectivités
et de l'appui territorial,

Signé : Arnaud GUYADER